

EVÈNEMENT

Maroc/France: Du concret pour les PME

- Deux conventions pour favoriser l'accès au financement de projets communs
- Elles permettront de mobiliser 276 et 180 millions de DH
- Cela s'inscrit dans la réorientation de la coopération bilatérale

COMME nous l'avons annoncé sur nos colonnes la semaine dernière, la coopération maroco-française reprend de façon concrète. La relance des échanges de visites des responsables des deux pays confirme que «la parenthèse de la tension a été fermée», comme l'a souligné Mohamed Boussaid, ministre des Finances, lors de sa rencontre avec son homologue français Michel Sapin, hier à Rabat. Surtout que «quand nous ne nous entendons

pas sur certains dossiers, cela a un impact sur le domaine économique. Mais il est important de travailler ensemble dans nos domaines de compétence, sans nier les difficultés», a indiqué, pour sa part, le ministre français des Finances et des Comptes publics.

Aujourd'hui, les deux pays veulent donner du punch à leur coopération en se penchant sur des domaines concrets. L'excellence historique des relations bilatérales, réaffirmée par les deux ministres, ne suffit pas pour parer aux aléas diplomatiques. «Il n'y a pas d'assurances en politique. Mais il est important de travailler sur les dossiers essentiels». «Les dernières visites des responsables français confirment l'ambition des deux pays de trouver de nouveaux moyens pour consolider leurs relations», a indiqué Boussaid. Cela devra passer par la nécessité de «se fixer de nouveaux objectifs pour notre avenir en commun», a-t-il ajouté. Le ministre des Finances a rappelé que «les priorités changent». Aujourd'hui, la coopération devra porter sur des domaines



Mohamed Boussaid et Michel Sapin ont insisté sur l'importance de centrer la coopération entre les deux pays sur des dossiers concrets dans chaque domaine. L'objectif est de favoriser le processus de refonte des priorités de coopération, qui avait pâti de la détérioration des relations bilatérales durant près d'une année (Ph. Bziouat)

DH, et vise à «contribuer au renforcement du système marocain de garantie, à travers le redéploiement des ressources allouées par la France à ce Fonds de garantie de la restructuration financière vers celui relatif aux PME», a expliqué Mohamed Boussaid. C'est ce qui permettra «d'accompagner et de faciliter l'accès au financement bancaire à un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises», a-t-il ajouté.

Les deux ministres ont indiqué que ces conventions ont été signées en application

comme «la résolution des problèmes de sécurité, le développement en Méditerranée...».

De son côté, Michel Sapin évoque la mise en marche du processus «d'approfondissement et de réorientation de la coopération économique». Premier acte de cette nouvelle dynamique de partenariat: la signature de deux conventions relatives au renforcement des capacités des PME. La première concerne le Fonds

de la Déclaration d'intention de 2013 entre les deux pays. Ils ont également fait savoir que d'autres accords plus importants seront paraphés lors de la réunion de la Haute commission mixte, prévue le 28 mai à Paris. Surtout que plusieurs dossiers intéressent les deux pays dans le cadre de la restructuration des priorités de la coopération bilatérale. C'est le cas notamment pour la coopération financière. Michel Sapin a fait savoir que des

Coopération triangulaire

LA coopération triangulaire en Afrique est l'un des dossiers qui figurent en pole position dans le cadre des nouvelles priorités du partenariat maroco-français. L'idée est de renforcer la capacité de travailler ensemble pour aider l'Afrique à surmonter ses difficultés et à tirer profit des gisements de croissance, est-il indiqué. Pour Michel Sapin, «il est important d'être présents ensemble et de s'appuyer l'un sur l'autre». Les deux ministres ont insisté sur le fait que les deux pays ne s'inscrivent pas dans une logique de concurrence mutuelle en Afrique. Boussaid a rappelé que l'action du Maroc dans le continent est encadrée par le discours royal à Abidjan qui avait mis l'accent sur la coopération Sud-Sud. Même son de cloche auprès de Sapin qui a estimé que «la coopération est la ligne conductrice de ce processus, même si la concurrence peut être bénéfique, dans la mesure où elle pousse à faire des efforts».

de garantie français pour les projets d'acquisition du matériel français par les PME marocaines, ou de développement de coentreprises entre les deux pays. Cet accord permettra de mobiliser 26 millions d'euros (276 millions de DH) afin de «stimuler le flux d'affaires entre les PME des deux pays, en mettant à leur disposition une ligne de garantie», est-il indiqué. Celle-ci porte sur le financement de l'acquisition de matériel et le développement de projets en commun. La deuxième convention, quant à elle, concerne le transfert du Fonds de garantie de la restructuration financière au Fonds de garantie PME. Elle est dotée de 180 millions de

contacts sont en cours entre Casa Finance City et la place financière de Paris, et devront se solder par des rencontres prochainement. Les deux pays ont également renforcé leur coopération en matière de lutte anti-terroriste, notamment en termes d'identification et de contrôle des canaux de transfert des fonds aux mouvements terroristes.

M. A. M.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Maroc/France

Croissance, emploi, réformes... causes communes

Entretien exclusif avec Michel Sapin, ministre français des Finances et des Comptes publics



• **L'utilisation des monnaies doit être plus égalitaire**

• **L'emploi des jeunes, un enjeu décisif**

• **La présence française au Maroc est massive mais doit être renforcée et réorientée**

- **L'Economiste:** Vous faites le pari d'une reprise de l'économie française quoique avec un peu de prudence. Quels sont vos arguments?

- **Michel Sapin:** J'essaie de m'appuyer sur des faits plutôt que d'annoncer des souhaits. Sur les trois moteurs de croissance, deux se sont allumés tandis que le troisième doit être remis en marche. Le premier à s'être allumé c'est

celui de la consommation intérieure. En France, la consommation des ménages s'est située à un niveau élevé au cours de ces derniers mois, nourrie par une infla-

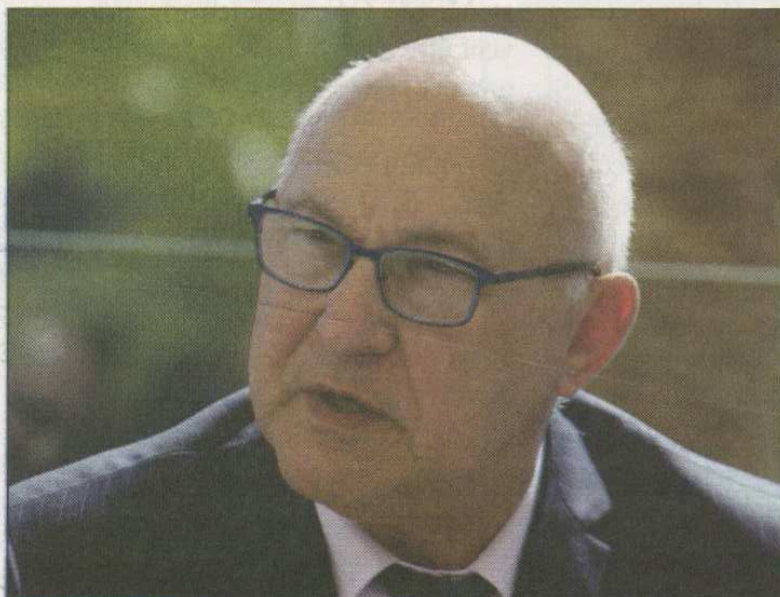
tion faible et une évolution des revenus supérieure à cette inflation. Le deuxième moteur est porté par l'évolution de la valeur de l'euro, même si les consé-

quences sont disparates d'un pays à un autre. S'agissant de la zone euro et de la France, la mise à niveau beaucoup plus raisonnable de la valeur de l'euro, principalement des fluctuations de l'euro par rapport au dollar, a contribué à rallumer l'export avec une relance de la demande extérieure très nette. La BCE souhaite maintenir le niveau actuel de l'euro. C'est de bonne guerre, particulièrement

pour nos entreprises exportatrices. Il y a un troisième moteur qu'il faut continuer de stimuler, celui de l'investissement, indispensable pour soutenir une croissance forte et durable. Ce n'est pas encore le cas. L'investissement a cessé de baisser dans la zone euro et en France. Il faut maintenant qu'il soit dynamique, c'est l'objectif des mesures de déclic de l'investissement. Le gouvernement a à cet effet annoncé des mesures d'ordre fiscal qui vont se traduire, sur une courte période, par des avantages substantiels aux entreprises qui investissent.

- **L'OCDE nuance pourtant ce vent d'optimisme en l'absence de réformes structurelles. La France comme le Maroc d'ailleurs continuent de se heurter aux rigidités du marché du travail.**

- Le constat de l'OCDE ne diffère pas du nôtre. Nous continuons de considérer que la mondialisation est un élément de stimulation de l'intelligence, de l'inn-



Michel Sapin: «Si en France comme au Maroc, nous n'arrivons pas à offrir à notre jeunesse des perspectives de formation, d'adaptation de leur formation aux métiers d'aujourd'hui et de demain, de l'emploi solide, nous aurions manqué à nos engagements»

(Ph. Bziouat)



ÉVÉNEMENT

Maroc/France

Croissance, emploi, réformes... causes communes

Entretien exclusif avec Michel Sapin, ministre français des Finances et des Comptes publics

vation et de l'investissement. Nous ne pouvons gagner en restant sur place. Nos économies doivent être capables de se réformer sur tous les aspects. Sur le marché et le coût du travail, mais aussi sur beaucoup d'autres: la concurrence, les professions trop fermées... C'est d'ailleurs l'objet de la loi en cours de discussion sur la croissance, laquelle nous permettra de débloquent des situations favorables à l'investissement. Sur le marché du travail, des réformes importantes ont été menées, chantiers que j'ai suivis de près puisque j'ai été ministre du Travail avant d'être ministre des Finances. Nous avons réformé profondément les conditions de licenciement à caractère économique, les licenciements collectifs. Les plans sociaux se déroulent aujourd'hui différemment. Par ailleurs, il faut aussi que les entreprises puissent négocier des accords majoritaires en leur sein pour pouvoir s'adapter et évoluer rapidement.

La caractéristique de ce gouvernement c'est qu'il conduit des réformes, de manière déterminée certes, mais surtout en utilisant tous les aspects du dialogue social entre organisations patronales et syndicales. Les réformes pour qu'elles soient durables et profondes doivent d'abord être négociées.

- Un autre dénominateur commun à la France et au Maroc, la difficulté à déployer une croissance inclusive, du moins pour résorber un chômage endémique chez les jeunes...

- C'est un enjeu décisif. Si en France comme au Maroc, nous n'arrivons pas à offrir à notre jeunesse des perspectives de formation, d'adaptation de leur formation aux métiers d'aujourd'hui et de demain, de l'emploi solide, nous aurions manqué à nos engagements avec le risque de fragilités économiques, sociales qui peuvent être désastreuses. Le chômage des jeunes a baissé en France mais il reste à un niveau élevé. C'est une préoccupation européenne aussi. Une grande réforme de la formation professionnelle a été négociée par les partenaires sociaux sous l'impulsion de l'Etat. Depuis le 1er janvier, tout Français a droit à un compte en formation qu'il utilisera au cours de sa vie au moment où il en aura le plus besoin. C'est une grande révolution qui n'est pas assez connue.

- Comment sortir de la crise grecque?

- En respectant deux principes. Un: qu'il y ait une alternance forte indéniable avec un résultat électoral d'une grande clarté. Le principe démocratique est

qu'on respecte cette alternance avec un gouvernement qui vient d'arriver, qui a pris des engagements. Deux: une grande nation telle la Grèce qui fait partie de l'Europe comme du FMI depuis longtemps, doit se voir appliquer les mêmes règles communes valables pour tous. Si ces deux conditions sont réunies, je pense qu'il est possible de retrouver des conditions de stabilité de long terme. Ceci dit, n'oublions pas que la Grèce qui a perdu 25% de sa richesse en 5 ans est un pays traumatisé.

- Lorsqu'on est ministre des Finances, comment être crédible dans



«Pour qu'elles soient durables, les réformes doivent être négociées», affirme Michel Sapin (Ph. Bziouat)

ses objectifs et prévisions en intégrant des facteurs de volatilité comme les risques géopolitiques?

- D'abord en étant solide, chose qui n'est pas volatile (rires). Je pense objectivement que le travail qui consiste à solidifier l'ensemble de la zone euro, l'approfondir, à faire en sorte qu'autour de la monnaie unique, il y ait aussi des politiques intégrées, permet de relativiser ces incertitudes. Je pense par exemple à la politique dite d'union bancaire. Aujourd'hui, les banques européennes répondent à une autorité commune qui se trouve être la BCE. C'est un facteur stabilisant.

Ensuite en ayant conscience que les risques géopolitiques doivent être approchés tant du point de vue économique que politique. C'est ce que la France fait avec

certaines de ses partenaires comme avec l'Allemagne pour la crise en Ukraine. Ce n'est pas toujours gagné, dans de nombreuses régions, comme au Sahel ou au Moyen-Orient où les situations peuvent être déstabilisantes pour tous et en premier pour les populations.

- Yuan contre dollar, dollar contre euro... Quel risque systémique fait redouter une éventuelle guerre des monnaies?

- Je ne pense pas que nous assistons à une guerre des monnaies. Nous vivons plutôt une remise en cause des valeurs de ces monnaies qui correspondent à la

réalité d'aujourd'hui. L'enjeu étant de leur assurer de la stabilité. Que l'euro ait perdu de sa valeur non seulement par rapport au dollar mais à l'ensemble des monnaies pour revenir à un niveau qui corresponde à une efficacité économique est une bonne chose y compris pour la stabilité de l'économie mondiale. Indépendamment de la question de leur valeur qui peut varier en fonction des marchés, de l'offre et de la demande, il faut aussi qu'il y ait une utilisation des monnaies qui soit plus égalitaire. Je suis pour la promotion de l'utilisation de quelques grandes monnaies dans les transactions

et dans les paiements au niveau mondial – je pense à l'euro par exemple mais je peux tenir le même raisonnement pour la monnaie chinoise – lesquelles ne sont pas utilisées aujourd'hui dans des proportions qui correspondent au poids de leurs économies par rapport à l'économie mondiale. Valoriser l'utilisation de ces monnaies de manière à être dans une situation multipolaire en termes monétaire donnera plus de liberté aux pays comme le vôtre qui souhaite, à juste titre, se rattacher à un panier qui soit le reflet de la réalité mondiale et apportera beaucoup plus de stabilité.

- Les Etats-Unis continuent de résister à une réforme de la gouvernance du FMI qui intégrerait mieux les inté-

rêts des émergents. A commencer par la Chine. Quelle est la position de la France?

- Nous sommes favorables à cette réforme. Nous avons été très actifs pour faire en sorte qu'elle soit adoptée. Nous pensons qu'elle est indispensable dans l'intérêt des économies émergentes et émergées pour que celles-ci puissent trouver toute leur place au sein du FMI. Il est d'ailleurs regrettable que les Américains n'aient pas ratifié les aménagements nécessaires. Nous interpellons principalement les parlementaires US puisque le gouvernement américain fait preuve de bonne volonté. Une chose est certaine, nous ne pouvons pas continuer de travailler dans des conditions qui sont le reflet de ce qui se passait il y a 20 ans. D'ailleurs, si nous perdons trop de temps, le risque est de faire avorter la réforme qui a été négociée ces dernières années.

- La présence française au Maroc a été régulièrement chahutée par ses concurrents ces dernières années. Comment vous adaptez-vous à cette émulation?

- La présence de la France est massive au Maroc et depuis longtemps. Et d'ailleurs je souhaite aussi dans l'autre sens que la présence du Maroc et de ses investisseurs en France puisse être à la hauteur de leurs capacités et de leur inventivité, de leur volonté de prise de risque dans un contexte tout à fait raisonnable. Pour en revenir à votre question, la présence française est massive mais doit être renforcée et réorientée. Cette réorientation est très importante pour s'adapter dans un monde qui change. Les entreprises françaises évoluent dans un marché concurrentiel qu'il s'agisse de grands marchés où nous pouvons être excellents comme des petites et moyennes entreprises. Le tissu des PME au Maroc est d'une grande richesse. Les accords signés avec mon homologue marocain vont d'ailleurs dans ce sens. Les opportunités existent pour les deux parties. L'investissement Renault par exemple est un deal gagnant pour tout le monde, pour le constructeur qui arrive à être compétitif sur certaines de ses gammes et qui aujourd'hui peut constituer une plateforme régionale, et pour le Maroc qui arrive à négocier le pari de l'export et de l'emploi. C'est la preuve que nous travaillons efficacement ensemble. □

Propos recueillis par
Mohamed BENABID

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com